

LA PRESSE EN REVUE...

JEUDI 17 NOVEMBRE 2016

SOMMAIRE

- 1) Le comité
- 2) La macronnerie candidate...
- 3) Il sème la zizanie
- 4) Un "traître" et un « ringard »
- 5) Débats TV : du vent...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) 2017 : ce que nous apprend le "comité stratégique" de Marine Le Pen



Marine Le Pen dans son nouveau QG de campagne baptisé "L'escale" (ALAIN JOCARD / AFP)



Estelle Gross
Journaliste

Marion Maréchal-Le Pen, dedans et dehors

Comme l'avait révélé l'"Obs", la nièce de Marine Le Pen a refusé d'être la porte-parole de la candidate pendant la campagne présidentielle. "Elle n'a pas de rôle officiel", faisait savoir mardi son entourage. La députée du Vaucluse n'a d'ailleurs pas assisté mercredi matin à l'inauguration du siège de campagne. Elle est ces jours-ci en déplacement en Russie. Un séjour soi-disant "prévu de longue date".

Où sont les femmes ?

Marine Le Pen brandit, quand ça lui sert, le costume féministe. Principalement pour fustiger les politiques migratoires. Pour le reste, le parti frontiste ne brille pas pour son combat en faveur du droit des femmes. Marine Le Pen est d'ailleurs opposée à la parité qui selon elle est "contraire à la méritocratie républicaine". Son organigramme le confirme puisqu'il ne compte que 4 femmes sur 34 !

Un revenant

Philippe Olivier, inconnu du grand public est un ex-mégréviste mais aussi le mari de Marie-Caroline, la sœur de Marine Le Pen. Le couple a quitté le parti avec fracas en 1998 au moment de la scission. Jean-Marie Le Pen écarté, le voilà désormais de retour. Et par la grande porte ! Philippe Olivier qui conseillait jusqu'alors dans l'ombre Marine Le Pen, devient responsable de la cellule "idées-images" en charge de la communication, des discours mais aussi des déplacements.

Estelle Gross

La candidate frontiste a dévoilé la composition de son équipe pour la présidentielle. Décryptage.

Marine Le Pen a dévoilé mercredi matin 16 novembre la composition de son "comité stratégique" pour la présidentielle. On y retrouve les principales figures du parti Florian Philippot, Sophie Montel, ou encore Nicolas Bay. Des maires comme celui d'Hénin Beaumont Steeve Briois et du 7e arrondissement de Marseille, Stéphane Ravier. Les responsables de plusieurs collectifs à l'instar de Mikael Sala, président du collectif Croissance Bleu Marine, ou de Jean Messiha à la tête d'un petit groupe de Hauts fonctionnaires.

Voici les cinq enseignements que l'on peut tirer de la composition de cette équipe autour de la candidate frontiste.

David Rachline et Florian Philippot confirmés

Le jeune sénateur-maire de Fréjus David Rachline et le médiatique Florian Phillipot seront au centre du dispositif pour la campagne présidentielle. A tout juste 28 ans, le premier incarne le visage du "nouveau FN" vanté par Marine Le Pen. Il garde le costume de directeur de campagne.

L'influence du second sur la candidate n'est plus à démontrer. Ses détracteurs en interne ne verront pas d'un bon œil l'arrivée probable dans le dispositif élargi un deuxième Phillipot, Damien

Bruno Gollnisch, l'historique

La justice doit dire jeudi 17 novembre si l'exclusion de Jean-Marie Le Pen du Front national est annulée ou non. Un énième épisode dans la guerre qui oppose Marine Le Pen à son père.

En choisissant de nommer Bruno Gollnisch, l'ami de son père, Marine Le Pen envoie un signal à la frange historique du parti qui a très mal vécu les affrontements familiaux à l'été 2015.

II) Macron candidat, l'audace et le péril

Par Mathieu Magnaudeix

Emmanuel Macron a annoncé ce mercredi à Bobigny (Seine-Saint-Denis) sa candidature à l'élection présidentielle. Une façon de s'émanciper définitivement de François Hollande et de proposer une « alternative crédible » aux centristes qui s'apprêtent à voter dimanche à la primaire de la droite. Cette décision est audacieuse, pour un ancien ministre qui n'a jamais été élu et entend recomposer le paysage politique à partir de rien. Elle est aussi tactique, et donc périlleuse, dans un contexte politique incertain où tout semble possible.

Ses soutiens le pressaient. Beaucoup ne comprenaient pas pourquoi il n'était pas déjà sorti du bois. Emmanuel Macron a décidé de franchir le pas. Au Campus des métiers de Bobigny (Seine-Saint-Denis), un centre de formation auquel il avait réservé sa première visite après être sorti du gouvernement le 30 août, Emmanuel Macron a annoncé sa candidature à l'élection présidentielle.

« Je suis candidat à la présidence de la République car je crois plus que tout que nous pouvons réussir, que la France peut réussir. La décision de me présenter aux plus hautes charges de la République est le fruit d'une conviction intime et profonde, d'un sens de l'Histoire, d'une conscience aiguë des temps qui sont les nôtres », a-t-il lancé, le ton grave, devant un fond bleu sobre agrémenté de deux drapeaux – l'un français, l'autre européen. « Je place ma candidature sous le signe de l'espérance », a-t-il dit, refusant de se résoudre à voir l'emporter en mai 2017 la « France qui a peur », la « France outrancière », la « France fatiguée qui stagne et qui gère »

« Je veux porter l'optimisme de la volonté », a-t-il ajouté, plaidant pour une « révolution démocratique ». « La France n'est pas un château de cartes, elle a surmonté tant d'épreuves bien plus redoutables. » Emmanuel Macron a de nouveau déploré un « système politique bloqué », où « les appareils politiques, les logiques politiciennes paralysent notre capacité d'aller de l'avant ». « J'ai vu de l'intérieur la vacuité de notre

système politique (...) qui a transformé la vie des Français en simple décor de son propre théâtre d'ombres », a-t-il complété, référence à son expérience de secrétaire général adjoint de l'Élysée (2012-2014) puis de ministre de l'économie et des finances (2014-2016), période où il a pourtant pesé sur des décisions économiques majeures.

Le choix de Bobigny, préfecture du département le plus pauvre et le plus jeune de France métropolitaine, où le chômage atteint 50 % dans certains quartiers, « n'a rien d'innocent », a reconnu Emmanuel Macron : ce département incarne tous les « plafonds de verre » que l'ancien ministre de l'économie de François Hollande entend casser, en prônant un « nouveau modèle social » aux contours encore flous.

Début septembre, au même endroit, Emmanuel Macron, énarque et ancien banquier d'affaires qui s'affiche en candidat anti-« système », avait dénoncé le « clientélisme » des partis politiques en banlieue. « Notre défaite collective, c'est que dans les quartiers où Uber embauche, on ne sait rien leur offrir, ni vous ni moi », a-t-il expliqué le 2 novembre face à la rédaction de Mediapart. « Notre pays se redressera par la jeunesse », a-t-il redit ce mercredi. Une façon de rappeler les ratés de François Hollande, qui avait fait en 2012 de l'amélioration des conditions de vie de la jeunesse le seul critère sur lequel il voulait être jugé.

Cette candidature ne faisait plus aucun suspense parmi son entourage proche qui, à grand renfort de com' et de storytelling, scénarise depuis des mois une « grande marche » inéluctable vers l'Élysée : la création début avril du mouvement En Marche ! (EM, comme ses initiales), un porte-à-porte géant pour sonder les attentes et les peurs des Français cet été, la sortie du gouvernement, prévue mi-juillet mais repoussée fin août à cause des attentats de Nice, puis trois meetings de « diagnostic » où ont été esquissées quelques lignes directrices.

La semaine dernière, Emmanuel Macron a fait un pas supplémentaire en dévoilant dans L'Obs huit réformes économiques et sociales, certaines plus protectrices – le droit au chômage après une démission –, d'autres empruntées au corpus idéologique de la droite libérale – autonomie des établissements dans le primaire, durée du travail à la carte en fonction de l'âge, fin des 35 heures pour les jeunes, nationalisation de l'assurance chômage aujourd'hui gérée par le patronat et les syndicats, etc.

S'il se dit culturellement de gauche, Macron, fils de médecins d'Amiens (Somme), énarque puis haut fonctionnaire qui n'a jamais affronté les urnes – il fut secrétaire général adjoint de l'Élysée de 2012 à 2014 – affirme vouloir dynamiser le système politique actuel et « les alternances successives ». Il veut incarner une « offre politique progressiste », opposée aux « conservateurs » qu'il dit trouver à droite comme à gauche.

Emmanuel Macron n'avait pas forcément envisagé de se présenter aussi tôt : il reste encore cinq longs mois incertains avant la présidentielle. Sa désignation devrait relancer à son encontre la grande machine à baffes – à gauche, où il est vu comme un ultralibéral ; au PS, où il est dépeint comme un « traître » ; à droite, où l'on moque son maigre bilan à Bercy ; au centre, où François Bayrou le décrit en « hologramme » et en cheval de Troie souriant du monde de la finance ; et enfin à l'extrême droite tant Macron, libéral sur les questions économiques mais qui prône aussi une « société ouverte », symbolise à peu près tout ce que Marine Le Pen exècre.

Depuis des semaines, son entourage s'inquiétait qu'après un mois d'octobre très actif, l'ancien ministre, qui dispose de sa seule surface médiatique et d'un réseau de 95 000 adhérents dont la structuration est encore embryonnaire, ne disparaisse du paysage pendant de longues semaines.

La crainte était double : le voir éclipsé à la fois par la primaire de la droite (dont le premier tour est organisé ce dimanche, le second la semaine d'après). Mais aussi par le long tumulte qui s'annonce autour du parti socialiste dans les prochaines semaines : François Hollande doit enfin dire début décembre s'il est candidat ou non à sa succession, puis le PS et les alliés qui lui restent éliront leur candidat fin janvier, lors d'une primaire au résultat imprévisible.

Cette inquiétude était aussi financière : depuis quelque temps, les rentrées d'argent du leader d'En Marche !, qui participe régulièrement à des dîners de collecte, marquent le pas. Les éventuels bailleurs de fond attendent d'abord de connaître le résultat de la primaire de la droite pour savoir sur qui miser. De toute évidence, un succès d'Alain Juppé à la primaire de la droite, dont Macron dispute au centre-droit une partie de l'électorat, pourrait détourner de ce dernier tout un patronat qui risque de lui préférer Juppé, candidat ayant raisonnablement plus de chances de l'emporter.

Dans son entourage proche, constitué de la jeune garde ayant soutenu la candidature de Dominique Strauss-Kahn lors de la primaire socialiste de 2006, beaucoup le pressaient par ailleurs de déclarer sa candidature rapidement, dès lors qu'il excluait depuis des mois de se présenter à la primaire d'un parti socialiste dont il n'est pas membre – selon lui, les primaires organisent la « confiscation des débats par les appareils eux-mêmes » et « servent à écraser les différences pour trouver des compromis boiteux » au sein des partis.

« Il n'est pas là pour faire un tour de piste », rappelait il y a quelques jours son porte-parole, Benjamin Griveaux. « J'ai plaidé pour la clarification, explique le député PS des Français de l'étranger Arnaud Leroy, qui fait partie de ses soutiens. Il y a eu un travail de soubassement idéologique. Tout le monde a compris que ça aurait lieu. Ce n'est pas la peine d'installer un faux suspense. » Une candidature rapide, c'était aussi le souhait d'une grande partie des adhérents d'En Marche !.

Comme j'ai pu le constater en interrogeant une vingtaine de personnes venues à ses meetings de Strasbourg et du Mans en octobre, beaucoup de ceux qui assistent à ses réunions publiques – des gens en général très intéressés par la chose publique, mais aussi très déçus du PS comme de la droite – viennent par adhésion au personnage (sa jeunesse relative – il a 38 ans –, son parcours atypique et ses expériences dans le privé), adhèrent à son discours « ni gauche-ni droite » et pragmatique. Ils aiment surtout la promesse subliminale qu'il fait depuis des mois de se présenter à l'élection présidentielle. « Plus rien ne nous arrêtera », a écrit Macron à ses adhérents, juste après sa déclaration de candidature à Bobigny.

Emmanuel Macron n'a donc pas entendu ceux qui, comme le communicant Robert Zarader, également un « ami » de François Hollande, ou des parlementaires socialistes inquiets pour leurs investitures aux législatives de juin 2017, le pressaient d'attendre un peu pour se présenter. Il fallait, disaient-ils, ne pas confirmer l'image du « traître » à Hollande, essayer de trouver un arrangement, ne pas insulter l'avenir.

En se portant candidat avant que le chef de l'État n'ait fait part de sa décision de se représenter, Emmanuel Macron, qui ne cache pas son affection pour l'homme François Hollande – mais

déplore en privé la médiocrité du quinquennat –, le prend au dépourvu et pose l'acte ultime de son émancipation. « Je ne suis pas un obligé, nous ne sommes pas dans un système féodal (...). Je ne peux pas être un leurre et je ne suis pas sa créature », disait-il récemment face à la rédaction de Mediapart. François Hollande avait déploré fin août qu'Emmanuel Macron l'ait « trahi avec méthode ». Mais dans « Un président ne devrait pas dire ça... », le fameux livre, si décrié, d'entretiens avec les journalistes Gérard Davet et Fabrice Lhomme, il assurait qu'il « ne sera[it] pas candidat ». Son calcul était erroné. La candidature Macron démonétise encore un peu plus le chef de l'État, par ailleurs attaqué frontalement sur l'autre flanc par un Manuel Valls qui ne retient plus ses coups.

À moyen terme, Emmanuel Macron souhaite aussi par cette candidature anticipée être en situation de tirer des bénéfices des résultats de la primaire du PS, en attirant tous ceux qui n'en seraient pas satisfaits. Si Arnaud Montebourg ou Benoît Hamon l'emportent, son calcul est ni plus ni moins de faire exploser un PS éreinté en attirant à lui ceux qui ne se reconnaissent pas dans ces candidats défendant une politique alternative à celle menée par François Hollande et Manuel Valls, et qu'Emmanuel Macron a largement inspirée. Au contraire, si François Hollande ou Manuel Valls l'emportent, il espère alors être en situation d'imposer un rapport de force à son avantage.

En anticipant sa candidature, Emmanuel Macron a aussi un objectif pour le coup très tacticien : déstabiliser la candidature Juppé, qui ne lui laisserait guère d'espace au centre, en proposant avant le premier tour de la primaire une « alternative crédible », selon la sénatrice PS de Paris Bariza Khiari – une ses soutiens affichés – à une constellation d'électeurs centristes, voire de gauche, qui envisagent de voter dimanche Juppé à la primaire de la droite moins par enthousiasme que pour empêcher la victoire de Nicolas Sarkozy.

« Juppé, c'est Clinton, il est en voie de momification », explique un membre de l'équipe de campagne de Macron, pour qui une candidature Juppé est condamnée à s'effiloche au fil des mois. Par manque de dynamisme et, dit-on, parce que « ses défauts, son côté très à droite, son âge ne peuvent que ressortir ». « Juppé, s'il gagne, sortira déstabilisé de la primaire, explique le député macroniste Arnaud Leroy. Il ne bouge pas, Marine Le Pen va taper sur lui comme une sourde. Sa candidature va se démonter. »

Clairement, Emmanuel Macron parie donc sur une victoire de Nicolas Sarkozy pour prendre tout l'espace au centre-droit, au nez et à la barbe, par exemple, d'un François Bayrou. Au risque de jouer les apprentis sorciers et d'avoir ce mercredi posé un des éléments du grand puzzle qui conduirait dans quelques mois à un effacement de la gauche, ou de ce qu'il en reste, au premier tour. Elle en serait alors réduite à choisir entre Nicolas Sarkozy et Marine Le Pen.

À ce stade, Emmanuel Macron a beaucoup d'ambition. Et un très gros appétit, au point de prétendre être en mesure de recomposer en quelques mois le paysage politique français à son avantage. Mais pratiquement, les obstacles sur sa route sont nombreux.

Dans les institutions bipartites de la Cinquième République, et malgré de bonnes enquêtes d'opinion qui traduisent plus la sympathie qu'il inspire que son capital électoral, sa voie est théoriquement étroite : il ne peut miser que sur un effritement général des candidats, à gauche comme à droite, pour espérer se hisser au second tour.

Par ailleurs, le PS a agité la menace d'exclusions des macronistes qui, même si elles n'arrivent pas, risquent de refroidir les ardeurs d'élus à le rejoindre – avant des législatives, le courage des élus qui souhaitent se représenter est soudain beaucoup moins patent. Sans compter qu'Emmanuel Macron est encore en train de structurer le réseau d'En Marche !, et qu'il n'est pas en mesure de savoir à ce stade s'il dispose des moyens suffisants, y compris financiers, pour mener une campagne digne de ce nom.

Enfin parce que son avenir ne dépend pas que de lui : pour se présenter, il va lui falloir trouver les 500 parrainages d'élus nécessaires. Évidemment, aucun parti ne lui fera de cadeau.

mediapart.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

III) Hollande, Valls, Juppé, Sarkozy: ce que change la candidature Macron

Par Eric Mandonnet,



Emmanuel Macron officialise sa candidature à l'Elysée ce mercredi 16 novembre. REUTERS/Stephane Mahe

Le calendrier ne doit rien au hasard: en se déclarant candidat à l'Elysée à quatre jours de la primaire de la droite, Macron veut bousculer les lignes.

Les fidèles de Nicolas Sarkozy ont commencé à se frotter les mains dès qu'ils ont appris qu'Emmanuel Macron se déclarerait candidat à la présidentielle avant le premier tour de la primaire à droite. "Pour tenir sur son créneau ni droite, ni gauche, Macron a besoin de pôles radicalisés et à gauche, et à droite, analyse l'un des plus proches conseillers de l'ancien chef de l'Etat. Son intérêt est clairement que Sarkozy soit désigné à l'issue de la primaire." Les ennemis de mes ennemis sont mes amis: si l'annonce officielle de la candidature Macron, ce mercredi, peut perturber, même marginalement, la stratégie d'Alain Juppé, alors elle intéresse l'ex-président.

Alain Juppé, justement, est, à droite, le plus concerné par cet événement. Et le plus ennuyé. D'abord parce que, publiquement, le maire de Bordeaux et l'ancien ministre de l'Economie de François Hollande ont échangé quelques amabilités, au sens premier du terme. "Ce ne

serait pas impossible de gouverner avec lui", après 2017, déclarait en décembre 2015 Jean-Pierre Raffarin, soutien d'Alain Juppé.

Valls et Macron étonnants alliés objectifs

De son côté, Macron a reconnu, dans une interview à Challenges, avoir "avec Alain Juppé des convergences sur ce que peut et doit être la vie en société". Une collusion que ne manqueront pas de dénoncer Sarkozy et peut-être aussi d'autres candidats de la droite jeudi soir, lors du troisième débat de la primaire. Car l'actualité est ainsi faite: en annonçant aujourd'hui sa candidature, Macron s'invite par là-même à la télévision jeudi, où il constituera forcément une question - la dernière fois, c'était François Bayrou.

A gauche, ce n'est pas parce que le séisme était attendu qu'il est de moindre ampleur. La candidature Macron est d'abord un bras d'honneur à François Hollande. Jamais dans l'histoire de la Ve République on n'a vu un numéro 3 de l'Elysée se présenter, à l'issue du quinquennat, contre le président sortant qui veut briguer un nouveau

mandat.

Pour Manuel Valls, Macron est évidemment une gêne, puisqu'il est un concurrent. L'affrontement entre eux serait, demain, violent, sur fonds d'animosité personnelle. Encore faut-il qu'il ait lieu. C'est pourquoi, dans un premier temps, Macron et Valls sont des alliés objectifs. Qui partagent exactement le même but: l'impeachment de Hollande - empêcher le chef de l'Etat d'être en situation de se déclarer candidat. Le Premier ministre affaiblit le président par ses déclarations publiques et par son éloignement institutionnel - il arrive même qu'Hollande et lui ne se parlent plus entre deux conseils des ministres. L'ancien ministre de l'Economie affaiblit le président par le défi lancé à son autorité que constitue sa candidature.

Emmanuel Macron: "Je place ma candidature sous le signe de l'espérance"

<http://dai.ly/x528i9b>



IV) Alain Juppé voit Emmanuel Macron comme un "traître" et un "ringard"

Pour le maire de Bordeaux, Emmanuel Macron se présente comme "le chevalier blanc" alors qu'il a cautionné la politique de François Hollande avant de le "poignarder dans le dos".

Alain Juppé n'est pas tendre avec Emmanuel Macron. Alors que ce dernier a annoncé sa candidature à la présidentielle de 2017 ce mercredi, le favori de la primaire de la droite, qui a le plus à perdre avec ce ticket du fondateur de l'organisation En Marche!, a qualifié ses idées de "ringardes". Il voit également en sa candidature un acte de "trahison" de la part de l'ancien

banquier.

"C'est d'abord un problème pour François Hollande et la gauche", ironise Alain Juppé alors interrogé par la possibilité de perdre des voix au bénéfice de l'ancien ministre de l'Economie. Avant d'exposer une vision dure sur le nouveau prétendant à l'Elysée. "Macron, c'est la trahison de François Hollande, qu'il a poignardé dans le dos", poursuit-il depuis l'Yonne où le maire de Bordeaux effectue un déplacement. Il l'accuse alors de vouloir "se refaire une virginité". Insuffisant pour "lui faire confiance", martèle le favori de la primaire de la droite.

"Ringard"

"Il ne faut pas être naïf. Voilà avec Emmanuel Macron quelqu'un qui a totalement cautionné la politique économique menée depuis 2012, à commencer par la hausse massive des impôts", avait déjà fait savoir dans Les Echos Alain Juppé pour convaincre des électeurs qui pourrait être tenter par l'aventure Macron. Le qualifiant de "chevalier blanc", le maire de Bordeaux appelle à "se méfier des gens qui font le contraire de ce qu'ils disent et disent le contraire de ce qu'ils font".

Interrogé sur la proposition d'Emmanuel Macron de moduler le temps de travail selon l'âge des salariés, Alain Juppé balaie cette idée. "Je ne suis pas dirigiste, moi! Je ne vais pas imposer de faire travailler les jeunes plus que les seniors. Ca, c'est ringard", dénonce le maire de Bordeaux, qui préfère laisser "la liberté de négocier dans les entreprises".

Justine Chevalier



bfmtv.com

LAPRESSEENREVUE.EU

V) Primaire de la droite : le grand ratage des débats télé

Les débats télé des 7 candidats n'ont permis de creuser aucun sujet, et celui de jeudi ne devrait rien y changer. Voici quatre sujets majeurs occultés.

Par Emmanuel Berretta



Le débat de la primaire de droite en octobre dernier. © AFP/ ERIC FEFERBERG

Vingt minutes sur François Bayrou, des petites piques rigolotes les uns sur les autres, l'éducation expédiée en une minute et trente secondes... Jusqu'ici, les débats télé de la primaire de la droite ont été une mascarade. Et ce n'est pas de la faute des candidats, mais celle du format. La décision de traiter sept candidats dans la même soirée était une ineptie, une embardée de l'esprit cartésien qui veut placer l'égalité arithmétique des temps de parole comme un principe supérieur de la République. Au nom de cet égalitarisme obsessionnel, les sujets les plus sérieux pour l'avenir du pays ont été bâclés, voire occultés. Si la présidence de la République exige hauteur de vue et anticipation, alors il eût fallu aborder quatre sujets majeurs pour la France dans les 5, 10, 15 ou 20 ans qui viennent.

1. L'Europe : un Fraxit après le Brexit ?

La présidentielle de 2017, tout comme l'élection générale en Allemagne qui la suivra en septembre, repositionnera les deux puissances européennes sur la question européenne. La présence de Marine Le Pen au second tour, donnée par tous les sondages, fera du Fraxit, après le Brexit, un enjeu majeur de l'élection. La réponse des pro-européens, socialistes ou Républicains demeure pour l'instant très technocratique : d'Alain Juppé à François Hollande, en passant par François Fillon, tous prônent la mise en place d'un gouvernement économique de la zone euro, le rapprochement progressif de nos fiscalités, l'alignement de nos

critères sur l'asile et la mise en place d'un corps de gardes-frontières efficaces... Nicolas Sarkozy agite l'idée d'interdire à la Commission de Bruxelles le pouvoir d'élaborer des directives. Quelle Europe voulons-nous ? Quel partage des compétences entre les États souverains et l'Union européenne ? Comment réassocier les peuples à la construction ? Comment créer des champions européens dans les industries de demain ? Aucun candidat n'a la solution.

Et pour cause : l'Europe n'obéit pas à la logique étatique verticale. Son fonctionnement exige de créer des alliances, de négocier des compromis et surtout de la ténacité dans le suivi des objectifs à long terme. Toutes choses dont nos dirigeants sont incapables. La France n'a pas su s'organiser efficacement pour peser sur les choix, contrairement aux pays du nord de l'Europe. En outre, nos médiocres performances économiques nous rendent assez inaudibles quand il s'agit de montrer le cap aux autres... Est-il normal, par exemple, que, parmi les sept candidats à la primaire de la droite, un seul (Alain Juppé) s'oblige à respecter la parole de la France en matière de déficit public ? Est-ce une façon de respecter nos partenaires et comment attendre d'eux la solidarité réciproque dans ce cas ?

Et pourtant, il y aurait tant à faire. Si l'on veut bien sortir du pessimisme général, l'élection de Donald Trump pourrait être analysée comme une chance pour l'Europe. L'« isolationnisme » affiché du nouveau président américain – pour peu qu'il se tienne à cette idée – est l'occasion pour les États européens de prendre en charge leur propre défense. La France aurait alors un rôle majeur à jouer en offrant à nos partenaires le parapluie nucléaire que les Américains n'ouvriraient plus. Notons que les Allemands, encore très proches de l'Oncle Sam, y ont toujours été hostiles... Mais, avec un interlocuteur aussi fantasque que Trump, nos voisins d'outre-Rhin peuvent-ils décemment se dire encore en sécurité ?

Les Français sont ambigus vis-à-vis de l'Europe : les enquêtes montrent qu'ils tiennent à l'euro, mais, comme bien d'autres peuples, ils reprochent à Bruxelles l'inflation des normes dans des domaines subalternes et sa paralysie sur les dossiers régaliens, par exemple son incapacité à garantir la sécurité des frontières face à la crise migratoire. Les plus modestes, sur lesquels le FN a lancé ses filets, accusent l'Europe de n'avoir pas su protéger nos industries de la concurrence des pays émergents. Ce divorce a été encouragé par la mauvaise foi des gouvernements français successifs, prompts à accabler l'Europe pour

mieux masquer leurs propres responsabilités dans nos déroutes...

Depuis le Brexit, l'Union européenne demeure menacée de dislocation tant la poussée des populismes pourrait faire basculer d'autres pays. En Autriche, Norbert Hofer, qui vise la présidence, creuse l'écart dans les sondages par rapport à son challenger écologiste ; aux Pays-Bas, le Parti de la liberté de Geert Wilders – qui présente l'Europe comme « un État nazi » – est en pleine dynamique. Sans compter l'incontrôlable Viktor Orban en Hongrie ou encore la victoire récente du Mouvement 5 étoiles aux municipales de Rome, en Italie...

2. Demain, tous centenaires ?

C'est à la fois la meilleure nouvelle et la pire : notre espérance de vie a spectaculairement progressé depuis la Seconde Guerre mondiale. Les hommes ont gagné 50 ans de vie depuis le milieu du XVIIIe siècle (8 ans depuis 1981, lire les analyses de Jean Viard). C'est un bouleversement majeur dont nous ne mesurons pas toujours les conséquences dans notre approche de la vie. Et ce n'est pas fini ! Les projections du rapport sur la dépendance de 2011 indiquent que les plus de 80 ans (3 millions en 2007) doubleront d'ici à 2035. Ils seront 8,4 millions en 2060 (+ 179 %). En 2010, nous dépensions d'ores et déjà entre 26 et 34 milliards d'euros sur la dépendance des personnes très âgées.

Bien sûr, quand on ne songe qu'à acquérir le sceptre présidentiel en 2017, l'horizon 2030, à savoir le moment où les baby-boomers entreront dans le 4e âge de la dépendance, paraît trop lointain et inefficace électoralement. On se contente alors de débats mesquins sur l'âge légal de la retraite en réduisant l'enjeu à 64 ou 65 ans... Solution dérisoire, financière à courte vue mais qui ignore la question aussi essentielle qu'angoissante du rapport au vieillissement, à l'isolement des personnes âgées (surtout des femmes), et aussi à la place du travail tout au long de la vie. Comment valoriser le rôle des « seniors » ?

Quel rôle leur conserver dans la transmission ? L'enjeu de la dépendance touche aussi à l'habitat et à l'urbanisme. Le vieillissement incite les personnes âgées à regagner les centres-villes pour plus de sécurité. Mais le vieillissement se fera également sentir dans le périurbain moins bien équipé. Quelle réponse globale ? Comment rapprocher les familles ? Pour l'instant, la question est occultée.

3. L'intelligence artificielle : que faire des cadres ?

La mondialisation des échanges, la sortie de la Chine de l'ère communiste pure et dure ont déplacé une partie de l'industrie dans les pays émergents. La Chine est devenue le premier atelier du monde. La France a subi la désindustrialisation, jetant ainsi les ouvriers dans les difficultés et dans les bras du Front national. L'est et le nord de la France ont subi ce premier choc. Voici qu'arrive la deuxième lame : l'intelligence artificielle qui remplacera, nous dit-on, les hommes dans les tâches les plus complexes. Tant mieux pour les gros cerveaux du numérique (et la France en possède), tant pis pour les cadres intermédiaires qui subiront ce que les ouvriers ont déjà éprouvé : l'obsolescence de leur force de travail.

Si cette révolution de l'intelligence se confirme, qu'advient-il de la société et des classes moyennes qui en sont l'épicentre et l'équilibre ? Qui peut anticiper ce chambardement qui rompt la valeur travail au cœur de la condition humaine depuis que l'homme est homme ?

Certains candidats (NKM, Poisson, Lefebvre avant qu'il ne rejoigne Juppé) esquissent la solution du « revenu universel ».

Mais d'abord son niveau est modique (quelques centaines d'euros) et il ne remplace pas un vrai salaire... Ensuite, que devient la société si l'homme est réduit à l'oisiveté ? Qui seront les « consommateurs » si les « salariés » ne sont plus qu'une portion congrue du spectre social ? Quel type d'activité se substituera à celles d'aujourd'hui ? Les hommes peuvent-ils réellement changer leur destin collectif ? Si oui, alors, les hommes politiques doivent être en mesure d'anticiper ces bouleversements, d'en dessiner les contours et de proposer des voies à suivre. En lieu et place, nous débattons de passer de 35 à 39 heures... C'est sans doute utile, mais 1) nous avons 10 à 15 ans de retard sur nos voisins européens et 2) cela ne répond à aucune question sur la place du travail dans ce monde de l'intelligence artificielle.

4. L'écologie et la croissance verte

Si vous voulez être sûr d'endormir votre auditoire, parlez d'écologie. Les candidats à la primaire ont donc évité le sujet, sauf NKM pour déplorer que Nicolas Sarkozy ait renié le Grenelle de l'environnement. La lutte contre le réchauffement climatique figure aussi parmi les trois priorités d'Alain Juppé. Mais, à la télévision, ça ne passe pas.

Le sujet est à la fois majeur et difficile à aborder pour capter des voix. S'agit-il de nouvelles taxes sur les énergies polluantes ? Vous perdrez des voix... S'agit-il de lancer un plan de rénovation thermique des bâtiments ? Vous ferez bâiller votre auditoire. S'agit-il de tirer un maximum de sobriété énergétique de nouvelles applications numériques ? Vous serez taxé de vénérer des gadgets. S'agit-il de préserver des espèces menacées ? On vous traitera de Brigitte Bardot du pauvre... S'agit-il d'exploiter le potentiel des larges espaces maritimes de la France ? On vous accusera de nouvelles prédatons maritimes... Et, d'une manière générale, vous brasserez de l'air comme une éolienne, sans produire d'électricité. Donc le sujet passe à la trappe, d'autant qu'il est mondial et ne répond pas, comme pour l'Europe, à la logique du volontarisme vertical dans laquelle la présidentielle enferme les candidats.

Le Point

lepoint.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

**A Suivre...
La Presse en Revue**

LAPRESSEENREVUE.EU

Bonjour lapresseenrevue,

Votre blog fête ses 4 ans cette année !

Toute l'équipe d'OverBlog est heureuse de souhaiter un joyeux anniversaire à votre blog La Presse en Revue...

4 ans ça se fête !
Dites-le à tout le monde

J'informe mes lecteurs

L'équipe OverBlog
www.overblog.com

LAPRESSEENREVUE.EU

Bonjour lapresseenrevue,

Votre blog fête ses 4 ans cette année !

Toute l'équipe d'OverBlog est heureuse de souhaiter un joyeux anniversaire à votre blog La Presse en Revue....

4 ans ça se fête !

Dites-le à tout le monde

J'informe mes lecteurs

L'équipe OverBlog
www.overblog.com